Monsieur le Haut Représentant,

En tant qu'organisations basées en Europe, nous souhaitons vous alerter sur la situation extrêmement grave créée par les calomnies de l'État d'Israël à l'encontre de six des organisations palestiniennes de défense des droits de l'homme les plus importantes et de renommée internationale : Addameer - association de soutien aux prisonniers et aux droits humain, Al Haq - Le droit au service des hommes, Bisan – centre de recherche et de développement, Defense for Children International - Palestine, l'Union des comités de travail agricole, l'Union des comités de femmes palestiniennes.

Après leur classification comme « terroristes » le 22 octobre, et avec l'ordre d'interdiction militaire qui a suivi le 7 novembre, elles sont en grand danger : leurs locaux peuvent être envahis ou fermés, leur matériel confisqué, leurs dirigeants et leur personnel arrêtés, et leur financement est mis en péril. Les services de protection qu'elles fournissent à la population palestinienne, ainsi que leur capacité à informer les instances internationales des violations des droits humains en Palestine, sont eux-mêmes mis en danger par cette décision. L'Union européenne doit rester fidèle à ses propres valeurs ; elle doit les protéger.

La déclaration du porte-parole du SEAE le 28 octobre n'était pas à la hauteur de la gravité de cette menace. En affirmant que l'UE "prend ces allégations extrêmement au sérieux" et en "engageant les autorités israéliennes à fournir davantage d'informations", elle donne du poids à des allégations contre des partenaires que l'Union européenne connaît parfaitement depuis des années, et elle légitime l'idée que l'Etat d'Israël aurait une raison légitime de se saisir de la question. Ceci est doublement faux : d'une part parce que ces organisations sont soumises au droit palestinien et que l'Etat d'Israël n'est en rien qualifié pour les déclarer illégales, d'autre part parce que les dirigeants israéliens qui les accusent sont les mêmes qui pourraient être mis en cause par les procédures de la CPI..., qui elles-mêmes pourraient se fonder sur les informations et les dossiers d'enquête fournis par ces ONG.

Nous vous demandons donc tout d'abord une déclaration publique beaucoup plus claire sur cette question. En particulier, nous vous demandons de :

- rejeter clairement les allégations israéliennes et remettre en cause leur légitimité,
- renouveler publiquement votre confiance dans ces organisations de défense des droits humains, qui font un travail remarquable et indispensable sur le terrain,
- demander formellement au gouvernement israélien de revenir sur ses décisions de les désigner puis de les interdire,
- informer tous les donateurs et intermédiaires financiers de votre rejet des décisions prises par l'État d'Israël et de votre confiance dans les ONG en question,
- recevoir officiellement, à votre niveau, les dirigeants de ces ONG et les assurer de votre soutien total,
- soutenir publiquement et financièrement l'action de la CPI y compris pour le cas de la Palestine.

Au-delà de cette déclaration indispensable, il est nécessaire de passer à l'action.

Le premier acte que vous pouvez poser, avec la Commission européenne dont vous êtes le vice-président, concerne l'accord associant Israël au programme de recherche et

développement Horizon Europe. Si l'on peut imaginer que même le simple respect des lignes directrices de juillet 2013 n'était pas franchement approuvé par Israël, la Commission a probablement voulu faire un « geste positif » envers Israël en déclarant le 18 octobre que les négociations étaient terminées. On connaît le résultat : quatre jours plus tard, l'État d'Israël lançait la plus grave offensive de son histoire contre les organisations palestiniennes de défense des droits humains. Et quelques jours plus tard, le 30 octobre, l'ambassadeur israélien déchirait à la tribune de l'ONU le rapport du Comité des droits de l'homme de l'ONU.

Dans un tel contexte, la signature de cet accord, prévue le 9 décembre, serait une honte pour l'Europe. Nous vous demandons, Monsieur le Haut Représentant, de prendre les mesures nécessaires pour suspendre la signature de cet accord. Il s'agit d'une simple mesure de décence. Au-delà, des mesures plus contraignantes devront être prises si l'Etat d'Israël persiste dans sa position.

- 1. European Coordination of Committees and Association for Palestine (ECCP) Europe
- 2. Fédération Internationale pour les droits humains FIDH
- 3. Trócaire Ireland
- 4. Sinn Féin political party Ireland
- 5. Europe Ecologie Les Verts political party France
- 6. Confédération générale du travail (CGT) trade union **France**
- 7. FIOM-CGIL trade union Italy
- 8. Irish Congress of Trade Unions trade union confederation Ireland
- 9. Unite the Union, Ireland Region trade union Ireland
- 10.UNISON Northern Ireland trade union Ireland
- 11.People Before Profit political party **Ireland**
- 12.Parti Communiste Français (PCF) political party **France**
- 13.Parti de Gauche political party France
- 14.Ensemble! political party France
- 15.BIJ1 (Political party) **Netherlands**
- 16. Mouvement des Jeunes Communistes de France political party **France**
- 17. Confédération Paysanne trade union France
- 18. Fórsa SENO Branch trade union Ireland
- 19.Belfast and District Trades Union Council trade union Ireland
- 20. Ireland-Palestine Solidarity Campaign Ireland
- 21. Trade Union Friends of Palestine Ireland
- 22.MOC Movement of Christian Workers trade union **Belgium**
- 23. Union syndicale Solidaires trade union France
- 24. Craigavon Council of Trade Unions trade union Ireland
- 25. Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS) MENA

- 26. European Coordination Via Campesina **Europe**
- 27. European Trade Union Network for Justice in Palestine Europe
- 28. Sadaka The Ireland Palestine Alliance Ireland
- 29.Ligue des droits de l'Homme (LDH) France
- 30. Suomen Rauhanpuolustajat Finnish Peace Committee
- 31.Defence for Children International Switzerland
- 32.Defence for Children International Belgium
- 33. Students for Justice in Palestine Dublin City University Ireland
- 34. Fédération Syndicale Unitaire (FSU) France
- 35.MRAP France
- 36.The Rights Forum **Netherlands**
- 37. Jewish Voice for Just Peace Ireland Ireland
- 38. Centre for Global Education Ireland
- 39. Cairde Palestine Belfast Ireland
- 40.Gaza Action Ireland Ireland
- 41.Academics for Palestine Ireland
- 42.MENA GROUP/Rete in difesa di (diritti umani e chi li difende) Italy
- 43. Association France Palestine Solidarité (AFPS) France
- 44. Union des Progressistes Juifs de Belgique (UPJB) **Belgium**
- 45.Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) **France**
- 46. British Committee for the Universities of Palestine UK
- 47. Plateforme des ONGs Françaises pour la Palestine France
- 48. Women's International League for Peace and Freedom, Finland
- 49. Humanitas-Centre for global learning and cooperation **Slovenia**
- 50. Association Belgo-Palestinienne **Belgium**
- 51.France Palestine Mental Health Network France
- 52. Viva Salud Belgium
- 53. Union Juive Française pour la Paix **France**
- 54.ICAHD Finland Finland
- 55. Deutscher Koordinationskreis Palastina Israel (KOPI) Germany
- 56. European Legal Support Center Netherlands
- 57. Comite Pour Une Paix Juste Au Proche Orient Luxembourg
- 58. Cultura è libertà, una campagna per la Palestina Italy
- 59. Assopace Palestina Italy
- 60.DocP BDS Nederland Netherlands

- 61. Nederlands Palestina Komitee Netherlands
- 62. Buendnis fuer Gerechtigkeit zwischen Israelis und Palaestinensern e.V. BIP
 - Germany
- 63.BDS Berlin- Germany
- 64. Finnish-Arab Friendship Society Finland
- 65. Association pour le jumelage entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (AJPF) **France**
- 66.Pand Performars and Artists for Peace Finland
- 67. Društvo UP Jesenice Slovenia
- 68.Belgian Campaign for Academic and Cultural Boycott of Israel (BACBI) Belgium
- 69. Mouvement de la Paix France
- 70. Une Autre Voix Juive France
- 71. Association des Travailleurs Maghrébins de France France
- 72. Collectif Judéo Arabe et Citoyen pour la Palestine France
- 73. Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) France
- 74. Vrede vzw Belgium
- 75. Dynamo International Belgium
- 76.Les Femmes en Noir France
- 77. Rete Romana di Solidarietà con il Popolo Palestinese Italy
- 78. Rete Antirazzista Firenze, Italy
- 79. Association France Palestine Solidarité Nîmes, France
- 80. Association "Pour Jérusalem" France
- 81.Odv Salaam Ragazzi Dell'Olivo Comitato Di Tireste Italy
- 82. Forum Palestine Citoyenneté France
- 83. Comité de Vigilance pour une Paix réelle au Proche-Orient France
- 84. Assopace Palestina Firenze Italy
- 85. Chrétiens de la Méditerranée France
- 86. Associazione Cinema e Diritti Italy
- 87. Associazione di Amicizia Italo-Palestinese NLUS Italy
- 88. Comitato Pistoiese per la Palestina Italy
- 89. Donne in nero Italia Italy
- 90.COSPE Italy
- 91.CRED centro di ricerca ed elaborazione per la democrazia Italy
- 92. Campagna Ponti e non Muri di Pax Christi Italia Italy
- 93. Giuristi Democratici Italy
- 94.CPPI Saint-Denis [Collectif Paix Palestine Israël] France

- 95.New Weapons Research Group Italy
- 96.Women in Black Vienna Austria
- 97.Slovene Philanthropy Slovenia
- 98.Not in Our Name For a Just Peace in the Middle East Czech Republic
- 99.Collectif Faty Koumba France
- 100.La Courneuve Palestine France
- 101. Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie France
- 102.BDS Italia Italy
- 103.Stichting Groningen-Jabalya **Netherlands**
- 104.UK-Palestine Mental Health Network **UK**
- 105.Wilpf -Finland
- 106.lpri-ccp -ltaly
- 107.Comunità delle Piagge-Italy
- 108. Aderisco a nome del Comitato varesino er la Palestina-Italy
- 109.Pro Palestina Italy
- 110.Stradafacendo Italy